

# MADAGASCAR ECONOMIC UPDATE

## OCTOBRE 2012

Dans ce numéro:

Résumé

Introduction

- A. Contexte National
- B. Evolution Economique
- C. Conjoncture et crise en Europe
- D. Premier regard sur les contraintes à la croissance soutenue
- E. Regard sur un secteur



The World Bank Group - Antananarivo Country Office

## MADAGASCAR ECONOMIC UPDATE – OCTOBRE 2012

Introduction.....	3
Section 1 : Le contexte national: les coûts socio-économiques de la crise 2009-12.....	4
Section 2 : Evolution économique récente et perspective à court terme.....	10
Section 3 : Conjoncture et crise en Europe .....	21
Section 4 : Un premier regard sur les contraintes à la croissance soutenue.....	24
Section 5 : Regard sur un secteur — les Zones Franches .....	28

### Résumé

*La crise politique qui perdure à Madagascar a imposé un lourd tribut à l'économie et la population, et en particulier sur les couches les plus vulnérables. L'économie est au point mort. La pauvreté a augmenté de façon alarmante. Les indicateurs sociaux se sont dégradés. La crise a mis un frein aux progrès vers les défis de longue durée que sont la faible gouvernance et l'Etat de droit. La capacité d'adaptation aux chocs exogènes (crise mondiale ou cyclones) est gravement compromise. Les infrastructures se sont détériorées. L'enlisement dans la crise se traduira inévitablement par une dégradation de la situation, avec des impacts sévères à court, moyen et long terme.*

*La perspective pour l'année 2012 en cours, presque achevée, reste en ligne avec la conjoncture de crise que le pays a connu depuis 2009 – une autre année perdue pour la croissance rapide et soutenue. Pour le futur proche 2013-14, le contexte va changer en relation à au moins deux facteurs : le premier est la sortie de crise politique avec le cycle électoral planifié pour 2013, bien que l'incertitude qui accompagnera cette transition (et est l'élément d'influence macroéconomique dominant) ne sera levée qu'en fin de processus. La croissance du PIB non-minier — un agrégat plus pertinent pour évaluer les développements et guider les politiques macro-économiques — devrait rester morose en 2013, et pourrait s'accélérer en 2014 après la transition. L'inflation devrait pouvoir ralentir par rapport à sa moyenne récente, et la position extérieure restera fragile.*

*Le second facteur de changement est celui du démarrage du projet minier d'Ambatovy, qui va modifier l'arithmétique de la croissance agrégée d'une manière significative. Le PIB total, non-minier et minier, devrait connaître une croissance plus forte que la tendance récente dès 2012, reflétant le démarrage progressif du projet Ambatovy. Néanmoins l'évolution du PIB total sur 2012-14 sera sans beaucoup d'effets favorables à court et moyen terme sur l'emploi, les conditions de vie des ménages, la balance des paiements ou les finances publiques. Subsiste aussi le risque d'une détérioration profonde de la conjoncture économique Européenne, à laquelle Madagascar est exposée, mais ce n'est encore qu'un risque à ce stade : à suivre.*

## Introduction

L'équipe économique de la Banque mondiale renoue, par la présente, avec une tradition : la publication d'une note de conjoncture économique trimestrielle pour Madagascar, le *Madagascar Economic Update*. Cette note est la première d'une nouvelle série de notes trimestrielles dont l'objectif est d'informer ou de partager avec tous les acteurs et observateurs du développement à Madagascar notre analyse de la situation économique, et susciter des échanges et des débats.

Puisque l'objectif de cet *Economic Update* est aussi de susciter échanges et débats, il va au-delà d'une simple revue de la conjoncture et contient 5 sections. La première couvre la trajectoire socio-économique de Madagascar dans le contexte particulier de la période de transition politique qui a commencé il y a près de quatre ans, au début 2009, et est encore inachevée. La seconde section couvre les développements économiques récents de 2012 et notre analyse des perspectives économiques sur la période 2012-14. Les troisième et quatrième sections développent deux thèmes mentionnés dans la note de contexte (section 1), à savoir (i) la vulnérabilité à court terme de l'économie Malgache à une forte détérioration possible de l'économie Européenne, et (ii) le potentiel de croissance à long terme du pays, avec un premier regard analytique sur les contraintes à la croissance. Pour enrichir encore cet *Economic Update*, une dernière section passe rapidement en revue les développements depuis plusieurs années du secteur des zones franches à Madagascar, offrant une perspective historique plus longue sur un des secteurs phares de l'économie Malgache, et un regard moins « macro-économique » sur celle-ci (dans les *Economic Updates* futurs, nous traiterons d'autres sujets ou secteurs).

*Caveat lector*—les données statistiques Malgaches souffrent de nombreuses imperfections en disponibilité et fréquence, en couverture géographique ou sectorielle, en cohérence entre données de sources différentes, ou en besoins de mise à jour méthodologique (comme c'est le cas pour la refonte des Comptes Nationaux engagée par l'Instat). L'analyse comprise dans cette note utilise les données existantes et publiées, avec leurs qualités et leurs défauts.

## Section 1 : Le contexte national: les coûts socio-économiques de la crise 2009-12

*La crise politique qui perdure à Madagascar a imposé un lourd tribut à l'économie et la population, et en particulier sur les couches les plus vulnérables. L'économie est au point mort. La pauvreté a augmenté de façon alarmante. Les indicateurs sociaux se sont dégradés. La crise a mis un frein aux progrès vers les défis de longue durée que sont la faible gouvernance et l'Etat de droit. La capacité d'adaptation aux chocs exogènes (crise mondiale ou cyclones) est gravement compromise. Les infrastructures se sont détériorées. L'enlisement dans la crise se traduira inévitablement par une dégradation de la situation, avec des impacts sévères à court, moyen et long terme.*

### Des années de développement socio-économique perdues

1. Après trois ans et demi de crise politique, les indicateurs économiques et sociaux de Madagascar ont été gravement affectés. Parmi les conséquences de cette crise politique qui perdure, les dimensions suivantes sont particulièrement pertinentes:

- ***L'économie est au point mort:*** la croissance économique globale a stagné entre 2009-12. S'ajoutant à une importante croissance démographique, le revenu par habitant en 2012 a chuté pour atteindre son niveau de 2003;
- ***La pauvreté a augmenté de façon alarmante:*** selon les premières estimations, de 2008 à 2012, le pourcentage de population vivant sous le seuil de pauvreté (qui était déjà élevé avant la crise) pourrait avoir augmenté de 10 points, avec les effets les plus importants sur la période 2011-12 avec la persistance de la crise. En conséquence, et en combinaison avec la croissance démographique, nous estimons qu'il y aurait aujourd'hui près de 4 millions de personnes de plus qu'en 2008 qui sont passées sous le seuil de la pauvreté, plaçant ainsi Madagascar parmi les pays ayant les taux de pauvreté les plus élevés dans le monde. Ceci est en contraste avec un pays performant, comme le Rwanda, qui a réduit son taux de pauvreté extrême de 9 points de pourcentage par année au cours de 2006-11;
- ***Les indicateurs sociaux se sont dégradés :*** malgré des financements liés à la crise et injectés par les bailleurs de fonds dans les secteurs sociaux, le nombre d'enfants non scolarisés a augmenté de 500.000. La malnutrition aiguë chez les enfants demeure un problème grave, avec une augmentation de plus de 50 pourcent dans certaines zones. Cette situation hypothèque le bien-être des générations futures;
- ***La crise a mis un frein aux progrès vers les défis de longue durée que sont la faible gouvernance et l'Etat de droit :*** la recrudescence de l'insécurité, la mauvaise gouvernance de l'exploitation des ressources naturelles (telle que l'exploitation illégale de bois de rose), les progrès limités dans la lutte contre la corruption, et le problème de longue date lié à la faible transparence dans la gestion des ressources publiques sont devenus des enjeux dont l'urgence s'est accrue ces dernières années;

- ***La capacité d'adaptation aux chocs exogènes est gravement compromise:*** les risques actuels liés au contexte économique mondial, en particulier en Europe, augmentent la vulnérabilité de l'économie malgache, compte tenu de sa dépendance aux exportations et au tourisme. Le pays est aussi très vulnérable aux catastrophes naturelles — y compris les cyclones comme en 2008 et 2012. La crise politique est devenue un obstacle majeur qui empêche de faire face à ces chocs et de réduire leur impact.
- ***Les infrastructures se sont détériorées:*** en plus des dégâts cycloniques, de sévères coupes budgétaires au niveau des dépenses d'investissement et d'entretien se sont traduites par un état de dégradation croissant des infrastructures dans le domaine des routes, de l'énergie et de l'eau, compromettant ainsi le développement à moyen et long termes de l'économie Malgache;

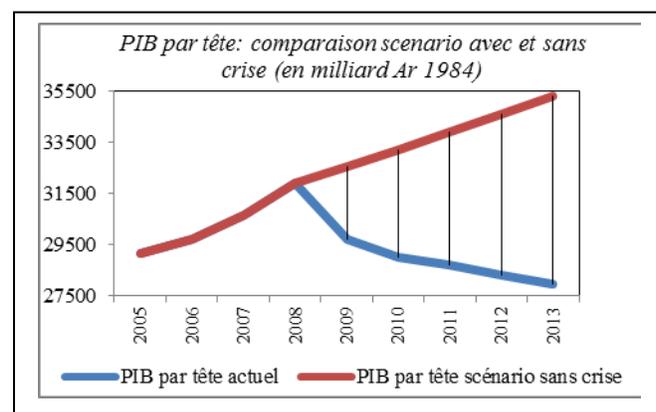
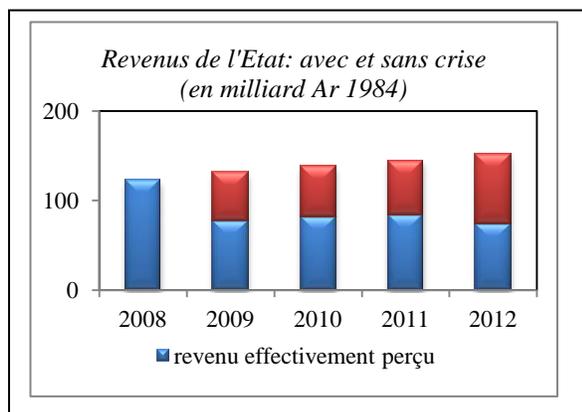
### **La croissance économique qui aurait pu être ...**

2. Madagascar dispose d'un potentiel économique considérable. Au cours des 15 dernières années, le pays a connu 5 années de crise politique à deux occasions distinctes, dont la plus longue s'étale sur la période 2009-12. Mais en dehors de ces années de crise, la croissance de Madagascar s'est élevée à hauteur de 5 pourcent par an en moyenne (en faisant abstraction du rebond post-crise de 10 pourcent en 2003). En se référant à cette croissance annuelle de 5 pourcent, plusieurs indicateurs donnent une idée de l'immensité des coûts de la crise actuelle:

- Le PIB de 2012 devrait se situer légèrement au-dessus du niveau de celui de 2008. Or, ce chiffre est inférieur de près de 18 pourcent à ce qu'il aurait été s'il avait suivi la progression moyenne de 5 pourcent par an. Pour la plus grande partie de la période depuis 2008, le PIB a été inférieur au niveau atteint cette année-là. Par conséquent, si le PIB actuel pour la période 2009-2012 était comparée à une alternative plausible de 5 pourcent de croissance annuelle, cela ferait ressortir une perte cumulée de revenus pour le pays d'environ US\$ 6,3 milliards, ou environ 60 pourcent du PIB annuel rien que pour les quatre dernières années.
- ***Une trajectoire de croissance alternative moins optimiste à cause de la crise mondiale :*** les années 2008-10 furent des années de crise mondiale, dont l'impact négatif sur l'économie malgache se serait fait sentir même en période politique normale. En supposant que cet impact aurait réduit la croissance du PIB malgache autour de 1 pourcent par an (un chiffre comparable à l'expérience d'autres pays d'Afrique subsaharienne), de sorte que le taux de croissance de Madagascar serait de 4 pourcent au lieu de 5 pourcent par an, la perte cumulative de PIB en raison de la crise politique interne reste énorme: environ US\$ 5,3 milliards jusqu'en 2012, soit environ 50 pourcent du PIB annuel.
- Chaque année sans croissance économique constitue une année de perte. Ces revenus ne pourront jamais être récupérés. Les coûts de perte de croissance resteront un héritage légué par la crise pour les années à venir. Si la crise continue, ces coûts ne feront que croître, et s'accéléreront probablement.
- Avec un taux de croissance démographique élevé à Madagascar, il y aurait aujourd'hui environ 2,5 millions de malgaches de plus qu'en 2008. Or depuis, l'économie s'est peu développée. En conséquence, le revenu par habitant a chuté à son niveau de 2003. En 2012, le revenu par habitant est environ de \$100 inférieur à ce qu'il aurait pu être dans le cadre

d'une trajectoire de croissance normale, ce qui fait peser un très lourd impact sur un pays dont le PIB par habitant est d'environ \$450. Madagascar, qui est un des pays les plus pauvres du monde, ne peut se permettre une telle perte brutale.

- Une plus forte croissance se serait traduite par une augmentation des recettes publiques. La perte de recettes publiques due à une faible croissance au cours des quatre années de la période 2009-12 s'élève à environ US\$ 1,5 milliard, tandis que la perte cumulative en matière d'aide des bailleurs de fond est de l'ordre de US\$ 2,3 milliards. Le total des deux chiffres (un montant cumulatif) représente près du tiers du PIB annuel. La chute de 40 pourcent de l'aide entre 2008 et 2010 par rapport au revenu national brut (RNB) de Madagascar contraste fortement avec une hausse modeste du ratio de l'aide au RNB pour les pays à faible revenu dans son ensemble. Tant que la crise politique perdurera, le niveau des recettes publiques et de l'aide des bailleurs de fonds ne pourra retrouver celui des années d'avant la crise.



### **Les conditions sociales à Madagascar ne peuvent s'améliorer pendant la crise**

3. A ce stade, Madagascar n'atteindra pas les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) d'ici 2015. En particulier, les OMD concernant la mortalité infantile, le taux net de scolarisation et le taux d'achèvement pour le niveau primaire, et surtout ceux concernant la pauvreté (alors qu'ils étaient estimés en 2007 être potentiellement réalisables), ne pourront plus être atteints à temps. En revanche, la région Afrique Sub-saharienne a atteint plus de 60 pourcent du progrès nécessaire pour atteindre d'ici 2015 les objectifs tels que la parité genre, le taux d'achèvement du primaire, l'accès à l'eau potable et l'extrême pauvreté.

4. La situation dans les secteurs sociaux est particulièrement alarmante. En se basant sur les chiffres de la croissance démographique, le nombre d'enfants à l'école primaire aurait dû augmenter d'au moins 500.000. Or, la situation actuelle illustre une diminution, en raison de facteurs multiples allant de la pauvreté accrue des ménages à la dégradation de la performance du système scolaire. De même, le secteur de la santé a été affecté par la fermeture de centaines de centres de santé. De même, la crise aggrave ou rend impossible à régler, des problèmes

critiques de longue date, tels que des indicateurs de nutrition infantile extrêmement faibles par rapport au niveau de développement économique et social de Madagascar. En raison de la malnutrition chronique, 53 pourcent des enfants de moins de 5 ans sont en retard de croissance, taux parmi les cinq plus élevés dans le monde.

### **Les signes récents d'une croissance modeste ne constituent pas un motif de complaisance ...**

5. Certains segments de l'économie ont commencé à manifester des signes de reprise: le tourisme; les activités des entreprises de zone franche; certains projets immobiliers commerciaux dans les centres urbains; des entreprises locales d'agro-business désormais à la recherche de marchés à l'export; la poursuite des grands projets d'investissements miniers, entrant bientôt en phase d'exploitation; ou les bénéfices temporaires générés par le cours élevé du prix des clous de girofle.

6. Mais il n'y a pas lieu d'être enthousiaste, et ce pour quatre raisons distinctes. Tout d'abord, ces germes de reprise ne contribuent pas à une reprise rapide de la croissance à grande échelle, dans la mesure où le taux de croissance économique global se situe toujours pour le moment autour de 2 pourcent. Deuxièmement, plusieurs de ces secteurs ne contribuent pas de manière significative à la recette fiscale, en partie en raison du régime fiscal qui leur est applicable, ou du fait de la faible application de ce régime fiscal. Troisièmement, les obstacles majeurs à une croissance, même modeste, ne cessent de s'accumuler, notamment dans le secteur des infrastructures énergétiques et routières. Quatrièmement, il n'est pas certain que cette croissance limitée contribue à une réduction, même modeste, de la pauvreté. Cette croissance est non seulement trop faible, mais elle se situe dans des secteurs ayant peu d'effet sur la réduction de la pauvreté. Pour toutes ces raisons, les signes d'une reprise modeste ne constituent pas un motif de complaisance. Au contraire, elles signalent l'impératif d'une réconciliation politique, afin de permettre la reprise de la croissance économique et des efforts conséquents en vue de réduire la pauvreté.

### **... et il en est de même pour les perspectives à court terme dans le secteur minier**

7. Dans moins d'un an, la croissance du PIB total devrait être boostée au-delà de 4 pourcent par an, et ce, grâce à quelques grands projets miniers. Il serait tentant d'annoncer une nouvelle ère de reprise de la croissance économique, mais il n'est pas garanti que ce soit le cas dans le sens ordinaire du mot. Bien qu'ayant des impacts dans la région d'activité des projets, dont certains sont positifs (création d'emplois, et une certaine contribution fiscale pour l'administration locale) et d'autres à risque (sur l'environnement), les activités d'extraction de ressources naturelles en définitive ne créeront qu'un nombre modeste d'emplois (environ 12.000 pour le plus grand projet, comparé à une population active de 13,5 millions). En outre, les revenus fiscaux, qui représentent souvent la principale contribution de l'exploitation minière à l'économie nationale au niveau global, prendront plusieurs années à se matérialiser, et ce, jusqu'au remboursement de la majeure partie des grands investissements. Le secteur minier représente une opportunité économique importante à Madagascar, mais les bénéfices des projets en cours et des projets à venir ne se feront ressentir que dans un avenir lointain, et dépendront également d'une résolution de la crise politique, d'un cadre macroéconomique et structurel adéquat et un renforcement significatif des institutions concernées.

### **L'économie fragile de Madagascar est exposée à d'importants risques exogènes**

8. L'économie de Madagascar est très fragile et sa capacité d'absorption de nouveaux chocs est à son niveau le plus bas. Pratiquant une économie ouverte, Madagascar est vulnérable à tout ralentissement de l'économie mondiale. Le pays est particulièrement exposé aux développements au sein de la zone euro, par le biais de 80 pourcent de ses revenus du tourisme, 50 pourcent de ses exportations de marchandises, 15 pourcent de l'IDE, ainsi que par d'autres voies, ce qui représente une préoccupation importante. Selon nos estimations, un choc grave au niveau de l'économie européenne pourrait se traduire par une perte de croissance du PIB à Madagascar de l'ordre de 1,5 pourcent par an pendant deux ans. Le pays est aussi très vulnérable aux catastrophes naturelles dont les cyclones, les sécheresses et les inondations; on estime qu'un quart de la population, ce qui représente 5 millions de personnes, vit actuellement dans les zones à haut risque de catastrophes naturelles. En 2008, les cyclones ont provoqué des pertes économiques équivalentes à 4 pourcent du PIB et les premières estimations prédisent des pertes similaires pour 2012. La crise politique a exacerbé cette fragilité, et la capacité du pays à développer des mesures d'intervention publique, même partielles, est fortement réduite.

### **Les compressions budgétaires dans le domaine des infrastructures hypothèquent l'avenir**

9. Les routes, l'accès à l'eau potable, et l'énergie resteront les éléments essentiels d'une croissance rapide à long terme, et dans ces secteurs, les compressions budgétaires ont été tout simplement spectaculaires. Sur le long terme, les coûts futurs engendrés par le manque actuel de maintenance et de construction d'infrastructures publiques pourraient atteindre 1,5 pourcent à 2 pourcent de la croissance annuelle du PIB. Pour chaque année de crise supplémentaire, les coûts de reconstruction d'infrastructures dégradées ou non-entretenu ne feront qu'augmenter plus rapidement.

### **La voie à suivre...**

10. Par conséquent, la crise politique est à l'origine d'énormes difficultés économiques et sociales, dans un pays qui, en même temps, possède un potentiel important mais dont les défis de développement existent depuis longtemps. Dans ce contexte, la capacité de l'État à répondre à ces défis, avec l'aide des acteurs non-étatiques et des partenaires au développement, a été fortement réduite. Dans une situation de ralentissement économique, de pertes de recettes publiques et d'aide, les autorités ont réussi à maintenir une stabilité budgétaire et monétaire, évitant ainsi des coûts supplémentaires, mais au prix de coupes importantes dans les investissements publics et les services sociaux pour assurer l'avenir de tous les citoyens de Madagascar. Mais la crise elle-même met également en péril le maintien de la stabilité macroéconomique: les grèves fréquentes, les revendications non satisfaites, et la pression continue de la part de groupes d'intérêts ne constituent pas un contexte dans lequel peuvent émerger et se maintenir des politiques de développement pertinentes.

11. Plus fondamentalement, Madagascar était déjà parmi les pays les plus pauvres du monde avant que cette crise ne survienne, et la crise n'a seulement fait qu'empirer la situation. Le pays se trouve dans un état de pauvreté tel qu'il ne pourra s'en extraire sans l'accélération d'une croissance économique inclusive. Mais les perspectives d'une telle croissance, ainsi que d'autres politiques et programmes de lutte contre la pauvreté, ont été gelés avec la crise. La crise est en train de détourner l'attention de cet ensemble d'enjeux cruciaux, et par conséquent hypothèquent le futur des citoyens malgaches. Du point de vue strictement relatif au développement,

Madagascar a besoin qu'une solution politique à la crise soit trouvée dans les meilleurs délais. Toutefois, la solution doit garantir qu'une autre crise ne surgisse pas ultérieurement.

## Section 2 : Evolution économique récente et perspective à court terme

*La perspective pour l'année 2012 en cours, presque achevée, reste en ligne avec la conjoncture de crise que le pays a connu depuis 2009 – une autre année perdue pour la croissance rapide et soutenue. Pour le futur proche 2013-14, le contexte va changer en relation à au moins deux facteurs : le premier est la sortie de crise politique avec le cycle électoral planifié pour 2013, bien que l'incertitude qui accompagnera cette transition (et est l'élément d'influence macroéconomique dominant) ne sera levée qu'en fin de processus. La croissance du PIB non-minier (un agrégat plus pertinent pour évaluer les développements et guider les politiques macro-économiques) devrait rester morose en 2013, et pourrait s'accélérer en 2014 après la transition. L'inflation devrait pouvoir ralentir par rapport à sa moyenne récente, et la position extérieure restera fragile.*

*Le second facteur de changement est celui du démarrage du projet minier d'Ambatovy, qui va modifier l'arithmétique de la croissance agrégée d'une manière significative. Le PIB total, non-minier et minier, devrait connaître une croissance plus forte que la tendance récente dès 2012, reflétant le démarrage progressif du projet Ambatovy. Néanmoins l'évolution du PIB total sur 2012-14 sera sans beaucoup d'effets favorables à court et moyen terme sur l'emploi, les conditions de vie des ménages, ou les finances publiques. Subsiste aussi le risque d'une détérioration profonde de la conjoncture économique Européenne, à laquelle Madagascar est exposée, mais ce n'est encore qu'un risque à ce stade : à suivre.*

1. La crise politique interne continue d'alourdir les handicaps à la croissance économique à Madagascar. Les dates des élections et l'appui de certains partenaires internationaux à ces élections ont été annoncés pour mi-2013. Mais la persistance de l'incertitude pour la plus grande partie de 2012, incertitude qui subsistera en 2013 tant que la transition n'aura atteint son terme effectivement, reste indubitablement défavorable à l'activité économique en général et au climat des affaires, à l'investissement privé, et à la création d'emplois.

2. Le contexte mondial lui-aussi reste défavorable et incertain, et il a pesé sur l'économie de Madagascar en 2012. Madagascar reste vulnérable aux chocs externes, principalement par la transmission d'un choc de la demande sur ses recettes d'exportation de biens (par exemple, textile) et services (par exemple, tourisme)<sup>1</sup>. Il faut cependant relativiser l'impact récent de la conjoncture mondiale sur le pays. En début d'année, la croissance du PIB en Afrique subsaharienne était projetée à 5.3 pourcent pour l'année 2012, soit une légère progression par rapport à la réalisation de 4.7 pourcent en 2011. Suite aux tensions économiques et financières accrues au niveau mondial, et notamment dans la zone Euro en 2012, cette prévision a été légèrement révisée légèrement à la baisse, à 5 pourcent pour l'économie Africaine. Il reste difficile de préciser en chiffres comment cette incidence s'est traduite en perte de croissance agrégée pour Madagascar, mais il est plus que probable que cet effet sera resté secondaire par rapport au facteur dominant de l'évolution économique Malgache, à savoir le contexte politique. Pour le futur proche, un fort impact négatif n'est à craindre pour le pays que sous un scénario d'une intensification rapide et profonde de la crise européenne, ce qui ne figure pas dans les projections sur lesquelles se basent cette note.

---

<sup>1</sup> voir Section 3 ci-après

## ***PIB total et PIB non-minier***

3. L'émergence d'une activité minière de grande taille par rapport à l'économie Malgache va changer les niveaux de certains agrégats macro-économiques, et les relations entre eux, comme d'une part le PIB et les exportations, et d'autre part des variables comme l'emploi, la distribution des revenus, la création d'entreprise, ou la base fiscale et les recettes publiques. Sur une période de démarrage d'exploitation, les chiffres du PIB et des exportations pourront augmenter rapidement, sans qu'augmentent dans leurs proportions historiques les autres variables. Par exemple, la fiscalité des projets miniers est répartie dans le temps (sur la durée de ces projets, souvent plus de vingt ans) d'une manière très différente de la fiscalisation moyenne du PIB non-minier (ou même de la seule partie du PIB non-minier provenant des activités formelles). De la même façon, la relation entre PIB et emploi est structurellement modifiée, au vu du caractère des projets miniers à haute intensité en capital<sup>2</sup>. Après plusieurs années, une fois atteinte la vitesse de croisière de l'exploitation d'une mine et donc son plateau de production, sa contribution à la *croissance réelle* du PIB cesse, même si son effet sur le niveau du PIB reste important. Enfin, les variables macro-économiques agrégées deviennent plus tributaires des variations des prix à l'export des produits miniers, le plus souvent déterminés sur les marchés internationaux, ce qui, combiné avec un poids relatif important pour un seul secteur, peut encore affecter non seulement l'économie, positivement ou négativement, mais aussi compliquer l'analyse de la conjoncture. Pour ces raisons, nous introduisons une distinction entre PIB total et PIB non-minier dans ce qui suit, distinction qui sera graduellement importante dans les années à venir.

### ***Quelle a été alors la tendance locale en 2012?***

*Après le léger frémissement de l'année dernière (1,9 pourcent de taux de croissance du PIB total), on s'attend cette année à une évolution d'amplitude similaire. Pour 2012, nous estimons le taux de croissance du PIB total à 2.7 pourcent, mais le taux de croissance du PIB non-minier devrait rester autour de 1.5 pourcent pour l'année, bien en dessous du taux de croissance de la population (environ 3 pourcent).*

Les faits saillants par branches sont les suivants:

- La branche agricole : la bonne pluviométrie en début d'année permet d'espérer une meilleure récolte – mais de bonnes données sur la production, les prix et valeurs et la productivité agricole font défaut. Néanmoins, l'hypothèse d'une bonne récolte semble confortée, notamment par le niveau du prix du paddy (Graphique 2) dans les zones productrices, qui est resté en deçà du prix de l'année dernière pendant la période de récolte;

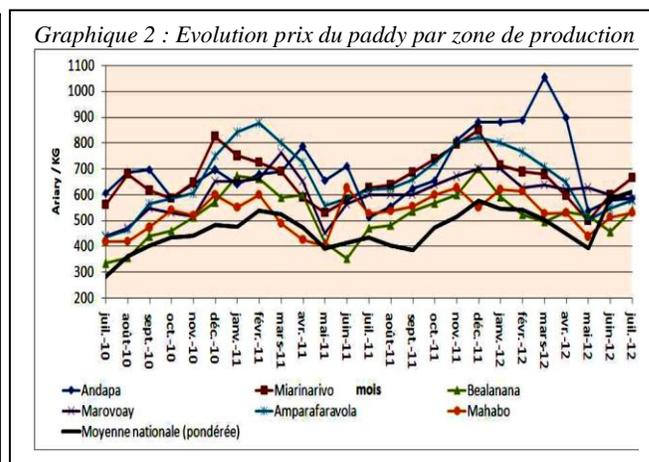
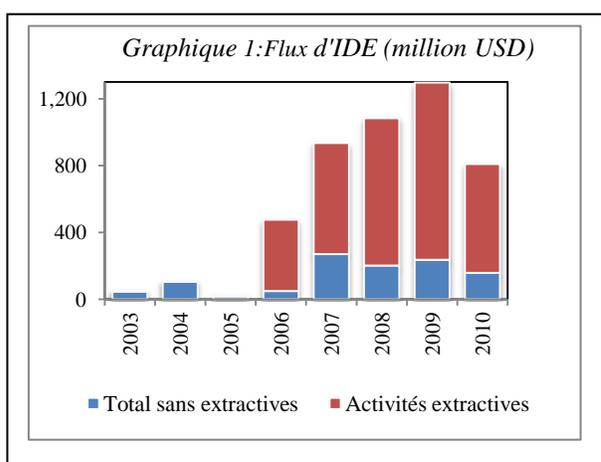
---

<sup>2</sup> Pour donner une illustration hypothétique de cette modification structurelle, si une croissance du PIB Malgache de, par exemple, 5 pourcent provenait de la seule création de nouveaux emplois à un niveau de revenu par emploi égal à la moyenne nationale, elle devrait provenir de la création de 675.000 emplois, bien au-delà des 6 à 12.000 emplois directs et indirects estimés pour le projet Ambatovy. En pratique, la croissance inclusive combine la création d'emplois, l'augmentation des revenus du travail et l'augmentation des profits des entreprises.

Madagascar: Indicateurs économiques et financiers : 2008-2013

	2008	2009	2010	2011	2012 Proj.	2013 Proj.	2014 Proj.
<b>Secteur réel</b> (variation annuelle, %, sauf indication contraire)							
PIB nominal (milliards d'Ariary)	16,049	16,803	18,469	20,073	22,050	23,973	26,244
PIB (prix constant, croissance)	7.1	-4.1	0.5	1.9	2.7	2.6	4.3
PIB non-minier (prix constants, croissance)	7.1	-4.1	0.5	1.9	1.5	1.4	3.2
Déflateur du PIB	9.1	8.5	8.6	7.9	7.0	6.0	5.0
Indice des prix à la consommation (glissement)	9.2	9.0	9.2	6.9	7.5	5.5	6.0
Indice des prix à la consommation (moyenne annuelle)	10.1	8.0	10.1	9.5	6.1	7.0	6.0
<b>Finances publiques</b> (en pourcentage du PIB)							
Recettes totales (Dons exclus)	13.3	11.1	12.2	11.2	10.8	10.8	11.0
Dont: Recettes fiscales	13.0	10.6	10.7	11.1	10.7	10.6	10.8
idem en pourcent du PIB non-minier	13.0	10.6	10.7	11.3	11.0	11.0	11.4
Dons	4.3	2.6	2.8	2.2	1.5	1.6	2.1
Dépenses totales (base engagement)	18.7	16.5	16.4	15.3	14.2	14.2	14.9
Dont : Dépenses en capital	7.8	5.7	6.5	4.7	3.7	3.9	4.7
Solde global (base caisse, dons inclus)	-1.1	-2.8	-1.4	-1.9	-1.8	-1.8	-1.8
Financement extérieurs bruts	3.1	0.9	1.6	1.0	1.4	1.5	1.9
Dettes publiques (estimation)	29.7	32.7	31.1	30.2	30.0	29.8	29.2
<b>Secteur monétaire</b> (variation annuelle, %)							
Masse monétaire (M2)	12.6	10.5	8.6	18.2	2.2	3.6	8.7
Avoirs extérieurs nets	6.7	-4.1	8.6	6.1	-2.4	-1.0	5.0
Avoirs intérieurs nets	4.7	13.3	0.1	8.0	7.0	8.0	12.0
Crédit au secteur privé	28.6	6.1	11.5	3.4	3.4	3.3	11.0
<b>Secteur extérieur</b> (en millions de US\$)							
Exportation de biens	1,309	1,042	1,108	1,413	1,543	1,865	2,254
Importations de biens	-3,212	-2,719	-2,219	-2,322	-2,508	-2,543	-2,673
Balance courante	-1,761	-1,818	-874	-657	-786	-776	-800
Investissements directs étrangers (net)	1,135	1,360	768	909	658	350	484
Solde global	104	-24	71	122	-26	-76	76
Reserves (en mois d'importation de biens et services)	2.6	2.9	3.7	3.9	3.5	3.3	3.6

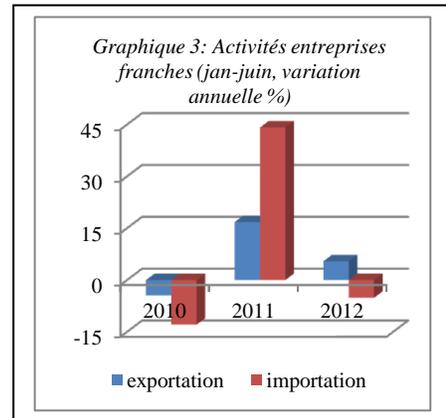
Sources: INTSTAT, BCM (historique); 2012-14: projections de l'équipe Banque mondiale



- Les industries extractives marquées par la continuation de l'exploitation d'ilménite et le commencement de l'exploitation de nickel et de cobalt en fin d'année; cependant, l'année 2012

aura été une année ambiguë sur ce plan. D'une part, la baisse des investissements et des flux financiers y attendant suite à l'arrivée à terme de la phase d'investissement des grands projets miniers a pesé de manière négative sur l'activité totale (en fait, non minière) et les entrées de devises, vu leurs poids dans les IDE totaux (Graphique 1). D'autre part, la mise en exploitation du projet de nickel et de cobalt à Ambatovy devrait déjà avoir un effet positif sur le PIB total, même si le report vers la fin de l'année du démarrage de l'exploitation réduira inévitablement la contribution prévue de la branche des mines à la croissance du PIB pour cette année.

- Les entreprises franches : la reprise au niveau de cette branche a été observée depuis l'année dernière. Toutefois, l'évolution cette année sera plus lente par rapport à l'année passée vue le ralentissement des activités, imputables principalement à un ralentissement de la demande externe (Graphique 3);



- Le tourisme : amorcée depuis 2011, la reprise continue cette année ; au cours du premier semestre, la hausse des recettes et des arrivées est estimée à 13 pourcent, malgré un ralentissement apparent en début d'année lié à des incidents sécuritaires ;

- Les télécommunications restent la branche la plus résiliente sous la crise, même si le rythme de croissance à deux chiffres du secteur pendant les années antérieures, jusqu'en 2010, semble s'être ralenti à une croissance à un chiffre ;

- La branche construction et travaux publics continue de pâtir de la faiblesse des investissements publics;

- La pêche semble avoir souffert au début de cette année du virus du « point blanc » sur les crevettes. Il faut noter que les crevettes constituent le deuxième produit d'exportation des entreprises franches à Madagascar. Au cours des sept premiers mois de l'année, l'exportation de ces entreprises a diminué de plus de 25 pourcent, par rapport à 2011.

4. L'évolution des crédits bancaires et des nouveaux établissements formels corroborent cette analyse. Au vu de l'évolution des crédits bancaires, la consommation est privilégiée par rapport aux investissements. Les banques ont en effet accordé plus de crédits à court terme (en hausse de Ariary 47 milliard au premier semestre) que de crédits à long et moyen termes (réduction de Ariary 13 milliard). Cependant, la croissance nette du crédit au secteur privé en termes réels (après correction pour l'inflation) a été négative. Le nombre de nouveaux établissements formels créés est aussi en baisse de 26 pourcent au cours de cette période par rapport à 2011.

5. L'inflation s'est ralentie depuis la fin de l'année 2011 et s'établit en fin août 2012 à 6.3 pourcent en glissement sur douze mois. Cette situation résulte en partie de l'effet concomitant (i) du ralentissement des prix des produits importés et du maintien du gel des prix des produits pétroliers imposé aux distributeurs, (ii) d'une atténuation des tensions sur le marché intérieur du riz qui avait été observées en 2011, et (iii) de l'appréciation nominale de l'Ariary au premier semestre, inversée depuis, mais qui a contribué à une transmission baissière, mais temporaire,

des prix des importations sur les prix moyens intérieurs au premier semestre<sup>3</sup>. Les perspectives favorables de la production rizicole<sup>4</sup> au niveau national et la tendance baissière au niveau international ont effectivement atténué la tension sur le prix du riz observée l'année dernière. La conjoncture générale au ralenti contribue probablement à la réduction des pressions inflationnistes, même si cette influence n'avait pas été forte sur l'inflation entre 2009 et 2011. Mais un fait nouveau en 2012 est le ralentissement du rythme de croissance des agrégats monétaires (voir plus loin) qui supporte également un ralentissement significatif de l'inflation, et devrait continuer à agir dans ce sens à court terme.

### **Politique fiscale prudente...**

*L'exécution du budget est globalement en ligne avec les prévisions de la Loi de Finances 2012, au niveau des grandes composantes et des soldes. Le gouvernement continue à adopter une politique fiscale prudente, en ajustant les dépenses globales aux revenus.*

6. L'objectif de recettes fiscales est atteint à hauteur de 95 pourcent au premier semestre. Soutenues par la hausse des importations en valeur, les recettes douanières ont atteint Ariary 498.8 milliards pendant cette période, en hausse d'Ariary 30 milliards par rapport au premier semestre 2011. Les objectifs fixés dans la loi de finances sont atteints sauf pour les taxes sur les produits pétroliers (TPP, 68 pourcent de taux de réalisation) et les taxes sur la valeur ajoutée des produits pétroliers (TVAPP, objectifs atteints à 80 pourcent). Les écarts sont dus à la suspension de ces taxes sur les produits pétroliers suite au gel des prix de distribution des produits pétroliers.

7. Les recettes fiscales domestiques s'élèvent à Ariary 626.3 milliards. Parmi les catégories d'impôts domestiques, ce sont ceux sur les revenus, bénéfiques et gains qui s'écartent le plus des prévisions, avec un taux de réalisation de 93 pourcent. Ceci s'explique d'une part par la fin de la phase d'investissement du projet Ambatovy qui correspond à la

OGT 1er semestre					
	2011 (sem1)	2012 (sem 1)	2012 (lf sem1)	Variation 11/12	2012 (réal/lf)
Recettes totales dont:	1090	1146	1186	5	97
<i>Recettes fiscales</i>	1075	1121	1175	4	95
<i>Recettes non fiscales</i>	16	25	10	57	239
Dons	173	166	100	-4	167
Dépenses courantes dont:	944	1049	1035	11	101
<i>Personnel</i>	529	560	600	6	93
Dépenses en capital dont:	325	322	349	-1	92
<i>Financement extérieur</i>	253	271	274	7	99
Solde global	-2	-59	-148	3358	40
<i>Financement extérieur net</i>	42	71	71	70	101
<i>Financement intérieur net</i>	-40	-12	77	-69	-16

Source: DGT/DET

cessation d'activité pour les sous-traitants qui ont participé à la phase de construction et le départ des salariés expatriés (cas de l'IRSA dont le taux de réalisation est de 87 pourcent). Les recettes non fiscales s'élèvent à Ariary 25 milliards, dépassant de Ariary 15 milliards la prévision pour le premier semestre mais restant dans la moyenne des perceptions des dernières années<sup>5</sup>. Les dons

<sup>3</sup> Dans l'IPC Malgache, les prix des biens importés et "semi-importés" pèsent pour environ 24 pourcent dans l'indice national. Dans un premier ordre de grandeur, une appréciation nominale de 5 pourcent (à prix mondiaux inchangés) se traduit par une contribution à la baisse de l'IPC à hauteur de 1.2 pourcent.

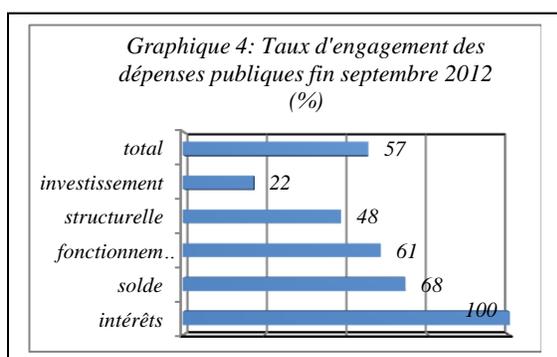
<sup>4</sup> Selon la plate-forme de concertation de la filière Riz, L'express de Madagascar n. 5217 du 07 mai 2012.

<sup>5</sup> L'excédent pourrait provenir d'un report de paiement dû en 2011.

(reflétés dans la structure des finances publiques<sup>6</sup>) sont en baisse nominale par rapport à 2011 mais restent faibles par rapport à leur niveau avant la crise.

8. Les dépenses totales s'élèvent à Ariary 1375.1 milliards au premier semestre, soit en hausse de 8 pourcent par rapport à l'année dernière. Cette augmentation a été absorbée en totalité par les dépenses courantes, alors que les dépenses d'investissement sont en baisse. Ceci se reflète aussi au niveau du taux d'engagement des dépenses domestiques: 13 pourcent pour les investissements contre plus de 40 pourcent pour les dépenses courantes — dont 45 pourcent pour la masse salariale —, reflétant surtout les lenteurs dans l'engagement des dépenses d'investissement sous le budget de l'Etat (on s'attend à un rattrapage au deuxième semestre) et, possiblement, une régulation budgétaire ciblée vers ces dépenses.

9. Les dépenses d'investissement restent financées à hauteur de 80 pourcent par l'extérieur, mais avec une augmentation de 38 pourcent en US\$ des financements sous forme de prêts concessionnels, la part des dons dans le financement des dépenses en capital a baissé à environ 50 pourcent, comparée à une moyenne de 70 pourcent dans les années antérieures. Les prévisions de dépense d'investissement restent dérisoires, égales à seulement à 3.7 pourcent du PIB, en notant en outre que les dépenses sous les projets de bailleurs ne couvrent pas seulement des dépenses d'investissement mais aussi du fonctionnement et des biens et services. Même en ignorant ceci, le niveau d'investissement public global demeure très faible pour couvrir les besoins d'investissement publics dont le pays a clairement besoin.



10. Le déficit global, dons inclus, devrait atteindre 1.8 pourcent pour l'ensemble de l'année. Le déficit est financé principalement par les tirages sur emprunts externes et le système bancaire. Une partie du financement par le secteur bancaire est assuré par le recours aux BTA. L'augmentation des encours en BTA est attribuée entièrement au système bancaire. Au premier semestre, celui-ci a vu un accroissement de ses encours de 120 milliards d'Ariary, tandis que l'encours des BTA détenus par le système non bancaire a baissé à hauteur de 90 milliards d'Ariary. Avec l'abondance de la demande de titres par les banques (avec des excès des soumissions de plus de 100 pourcent en moyenne au premier trimestre), et le ralentissement de l'inflation, les taux sur le marché des BTA ont fortement décélérés pour toutes les maturités : le taux moyen pondéré des BTA est passé de 9 pourcent en début d'année à 6.3 pourcent en fin juin.

<sup>6</sup> Certains dons ne sont pas reflétés dans le Tableau des Opérations Financières de l'Etat, comme ceux des ONG (en forte hausse en 2012, bien que ne dépassant pas US\$50 million) ou ceux de bailleurs qui décaissent leurs dons en dehors des structures de l'Etat. Au total, l'ensemble des dons sont en déclin depuis 2010, et toujours en dessous de leur niveau de 2008.

Situation des dépenses de janvier à juin 2012 (en Ariary)

	Budget initial	Dépenses engagées	Taux d'engagement (%)	Part dans dépenses engagées (%)
<b>Santé, Education, Enseignement Technique et Enseignement Supérieur</b>				
Total	813,230,923,000	309,740,992,842	38.1	30.5
Solde	520,174,173,000	239,435,645,975	46.0	23.6
Fonctionnement hors solde	171,726,470,000	58,076,074,936	33.8	5.7
Investissement	121,330,280,000	12,229,271,932	10.1	1.2
<b>Sécurités extérieure et intérieure 1/</b>				
Total	362,771,994,000	159,872,289,190	44.1	15.8
Solde	308,962,994,000	140,918,817,762	45.6	13.9
Fonctionnement hors solde	33,595,191,000	13,811,336,468	41.1	1.4
Investissement	20,213,809,000	5,142,134,960	25.4	0.5
<b>Infrastructures 2/</b>				
Total	297,275,954,000	20,672,099,550	7.0	2.0
Solde	18,283,623,000	7,827,614,572	42.8	0.8
Fonctionnement hors solde	57,609,381,000	6,818,367,417	11.8	0.7
Investissement	221,382,950,000	6,026,117,561	2.7	0.6
<b>Agriculture, Elevage et Pêche</b>				
Total	206,014,131,000	19,203,812,945	9.3	1.9
Solde	19,691,706,000	8,419,039,579	42.8	0.8
Fonctionnement hors solde	17,711,140,000	3,514,422,912	19.8	0.3
Investissement	168,611,285,000	7,270,350,454	4.3	0.7
<b>Finances</b>				
Total	656,390,446,000	353,446,205,964	53.8	35
Intérêt	207,096,000,000	103,548,000,000	50.0	10
Solde	144,372,311,000	65,832,402,642	45.6	6
Fonctionnement hors solde	263,184,862,000	137,220,929,157	52.1	14
Investissement	41,737,273,000	46,844,874,165	112.2	5
<b>Autres</b>				
Total	487,190,047,000	151,544,657,595	31.1	15
Solde	152,515,193,000	64,588,422,958	42.3	6
Fonctionnement hors solde	169,437,667,000	71,127,557,601	42.0	7
Investissement	123,555,450,000	11,498,528,859	9.3	1
<b>Budget de l'Etat</b>				
Total	2,822,873,495,000	1,014,480,058,086	35.9	100
Intérêt	207,096,000,000	103,548,000,000	50.0	10
Solde	1,164,000,000,000	527,021,943,487	45.3	52
Fonctionnement hors solde	713,264,711,000	290,568,688,491	40.7	29
Investissement	696,831,047,000	89,011,277,930	12.8	9

Source: MFB

1/ Forces armées, Gendarmerie et Ministère de la sécurité intérieure

2/ Travaux publics et météorologie, Aménagement du territoire et Décentralisation, Transport, Télécommunication, Energie et Eau

**Taux d'intérêt en 2012**

	JANVIER	FÉVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOÛT	SEPTEMBRE
Taux directeur de la Banque centrale	9.50	9.50	9.50	9.50	9.50	9.50	9.50	9.50	9.50
Taux des banques commerciales									
Taux de base	10,50 - 24,00	10,50 - 24,00	10,50 - 24,00	10,50 - 24,00					
Taux débiteurs	3,00 - 51,00	3,00 - 52,50	3,00 - 52,50	3,00 - 52,50					
Taux créditeurs	0,00 - 10,65	0,00 - 10,50	0,00 - 10,50	0,00 - 10,50					
Taux moyen pondéré BTA	8.97	8.47	7.82	7.30	6.83	6.37	6.31	6.52	6.26

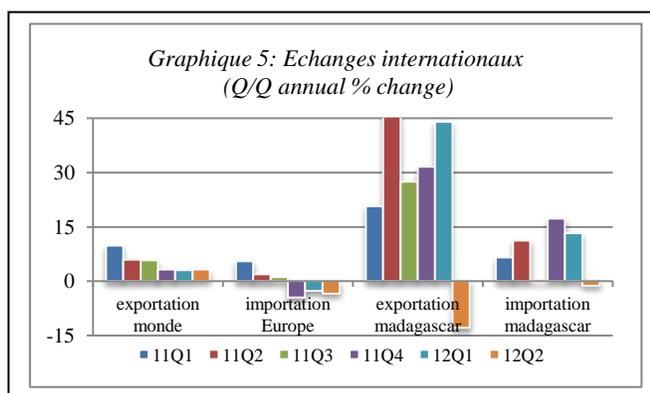
Source : BCM

11. Notre estimation de l'évolution du stock de dette total public (externe et interne, en encours nominal) suggère que le ratio d'endettement par rapport au PIB total est stabilisé à environ 30 pourcent du PIB total (en valeur brute), reflétant la combinaison de la rigueur dans la gestion des finances publiques et la réduction moyenne de l'aide en prêts sur la période 2009-12. Si cette analyse est confirmée par un examen détaillé de la structure de la dette externe et interne, une conclusion positive se dégage : ce qui aurait pu être un coût additionnel de la crise de 2009-12, à savoir l'alourdissement du poids de la dette sur les générations futures, aura pu être mitigé.

***Alors que le solde extérieur se creuse...***

*Les données provisoires pour le premier semestre indiquent une légère détérioration du solde extérieur de Madagascar, passé d'un excédent de US\$ 40 million en 2011 à un déficit de US\$ 89 millions au premier semestre de cette année. Le déficit courant s'est amélioré (d'environ US\$ 120 million) grâce à la bonne performance au niveau du tourisme et la baisse des paiements de dividendes au premier semestre. La source du retournement du solde global réside donc dans le compte des opérations en capital et financières.*

12. Madagascar n'a cependant pas été épargnée par la tendance au ralentissement des échanges commerciaux au niveau mondial. Les exportations ont crû de 9 pourcent par rapport au premier semestre de l'année 2011 (Graphique 5) mais le deuxième trimestre 2012 a été un trimestre de forte baisse de nature non saisonnière. L'accroissement de 9 pourcent a été soutenu par le maintien du cours du girofle à un très haut niveau sur le marché mondial et par les exportations des entreprises franches. Vu leur poids dans les exportations totales, le ralentissement de ces dernières ont affecté la vitesse de croissance des exportations. Pareillement, la croissance des importations a été plus lente (6 pourcent, par rapport au premier semestre) due à la réduction au niveau des importations d'alimentation, d'équipement et des zones franches. Cette baisse a toutefois été compensée par l'importation de matières premières, des biens de consommation et l'augmentation de la quantité de carburants importés.



13. Pour l'année 2012 dans son ensemble, la tendance au ralentissement de la croissance des exportations de biens et service « traditionnels » (y compris zones franches, produits agricoles, et

tourisme) devrait se poursuivre. Cependant, la mise en exploitation du projet Ambatovy devrait contribuer à une hausse de près de 10 pourcent des exportations totales de biens. Il faut cependant souligner deux points importants : premièrement, nous ne disposons pas de données précises sur les volumes et valeurs d'exploitation pour 2012, et le scénario conservateur que nous adoptons ici fait l'hypothèse que les valeurs d'exploitation en 2012 seront limitées à environ deux mois du niveau possible d'activité en régime de croisière pour ce projet ; deuxièmement, la contribution nette du projet au solde global de la balance des paiements restera limitée, les flux sortants (de paiement du capital, de remboursement de dettes, et d'importations) compensant en grande partie les flux entrants des exportations.

14. L'amélioration semestrielle du solde courant n'a pas été suffisante pour compenser la détérioration du solde des opérations en capital et financières reflétant principalement l'achèvement de la phase d'investissement dans les grands projets miniers. L'excédent des opérations en capital et financier a été en effet réduit de plus de moitié, passant de US\$ 600 millions au premier semestre 2011 à US\$ 270 millions cette année. Les investissements directs étrangers au premier semestre, principalement miniers, ont montré une certaine constance par rapport à l'année dernière, mais pour l'année dans son ensemble, ils devraient diminuer.<sup>7</sup> Le solde global, en déficit, a été financé principalement par une réduction des réserves, qui ont baissé à US\$ 1013 millions en septembre 2012 contre US\$ 1160 au début de l'année 2012.

### ***Transmission aux agrégats monétaires...***

*Reflétant principalement une légère détérioration du solde extérieur, les agrégats monétaires sont en baisse au premier semestre et devrait marquer une croissance nominale très faible pour l'année.*

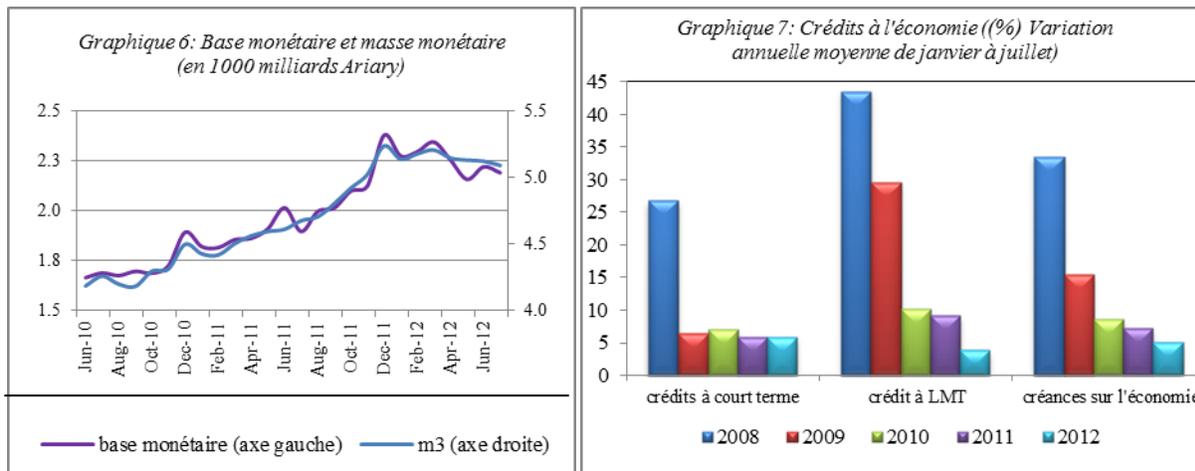
15. Phénomène inhabituel à Madagascar, la base monétaire a baissé de 6.6 pourcent au cours du premier semestre, par rapport au solde de Décembre 2011 (soit une baisse nominale de près de 12 pourcent en termes annuels). Le facteur prédominant est la contraction des avoirs extérieurs nets (-12 pourcent au premier semestre), alors que les créances sur les banques se sont plus ou moins stabilisées en juin par rapport à leur niveau en début d'année (-1 pourcent). La position nette de l'Etat à la BCM (CNE) s'est accrue de 20 pourcent, reflétant essentiellement la baisse des dépôts de l'Etat en Ariary et en devises à la BCM, mais il est important de noter que le poids de cette position nette dans la base monétaire est très faible, de telle sorte que la contribution à la création monétaire d'une telle hausse est inférieure à 1 pourcent. Ces tendances des contreparties de la base monétaire se poursuivent au mois de septembre selon les données de la BCM.

16. Comme la base monétaire, mais dans une moindre mesure, la masse monétaire s'est aussi réduite au premier semestre (-1 pourcent de Décembre 2011 à Juin 2012). Ici encore, la baisse des avoirs extérieurs nets, qui est le facteur dominant, a été atténuée par la hausse des créances nettes du système bancaire sur l'Etat (17 pourcent - mais toujours sur une base faible) et des crédits à l'économie (2.3 pourcent). L'évolution des créances nettes du système bancaire

---

<sup>7</sup> Il est possible aussi que la forte détérioration du poste « autre » des opérations financières de la balance des paiements est liée au taux de change préférentiel accordé aux pétroliers.

sur l'Etat provient, comme indiqué précédemment, du recours de l'Etat au système bancaire pour le financement de son déficit. En ce qui concerne le crédit à l'économie, comme l'indique le Graphique 7, son ralentissement relatif, observé depuis le début de la crise, s'est accentué au cours de cette année. Pour l'année dans son ensemble, la baisse des réserves de change et une hausse limitée des crédits au secteur privé et au secteur public, tout deux reflétant la prudence dans un contexte incertain, devrait se traduire par une croissance monétaire faible, projetée à 2 pourcent (Décembre à Décembre).



17. L'évolution des taux de change nominaux bilatéraux de l'Ariary par rapport aussi bien à l'euro qu'au dollar américain (les deux devises les plus significatives dans les échanges financiers avec l'extérieur) a connu deux phases au cours de 9 premiers mois de 2012. Dans un premier temps, le taux de change nominal de l'Ariary s'est apprécié — d'environ 9 pourcent de Décembre 2011 à Mai 2012 par rapport à l'euro, et d'environ 8 pourcent de Décembre 2011 à Avril 2012 par rapport au dollar US. Puis un mouvement de dépréciation s'est amorcé, et les deux taux de change bilatéraux se sont dépréciés, les ramenant à fin Septembre à un niveau légèrement apprécié par rapport au niveau de Décembre 2011 pour les deux devises (d'environ 1½ pourcent). Etant entendu que la politique d'intervention sur le change de la BCM se limite à éviter les fluctuations importantes à court terme et à constituer ses réserves, ces développements ont été largement ceux des acteurs privés du marché. Il est bien entendu difficile d'expliquer cette phase temporaire d'appréciation-dépréciation sur base des données et outils existants, et de deviner comment le marché va évoluer au cours des mois futurs. Mais l'implication de ces développements est que, combiné à un taux d'inflation toujours plus élevés que ceux des partenaires (même si en baisse), le taux de change effectif réel de l'Ariary s'est probablement apprécié d'environ 5-7 pourcent sur l'année dans son ensemble (et beaucoup plus lors du premier semestre), ce qui a été nuisible, même modérément, aux secteurs d'exportation, car il est difficile d'attribuer cette appréciation réelle à des facteurs comme des gains relatifs de productivité et une amélioration structurelle de la compétitivité.

### Perspective 2012-14

18. Pour le futur proche 2013-14, le contexte va changer en relation à au moins deux facteurs : le premier est la sortie de crise politique attendue pour 2013, bien que l'incertitude qui accompagnera cette transition — et est l'élément d'influence macroéconomique dominant — ne

sera levée qu'en fin de processus. Dans ce contexte, la croissance du PIB non-minier (un agrégat plus pertinent pour évaluer les développements et guider les politiques macro-économiques) devrait rester morose en 2013, avec une croissance ne dépassant pas 1.5 pourcent pour l'année. Il pourrait s'accélérer dès 2014 après la transition, bien que le contexte restera marqué par des incertitudes sur la politique d'un nouveau gouvernement et l'environnement économique international au-delà de 2013. Un retour progressif des bailleurs de fond pourrait favoriser l'activité en 2014. Subsiste aussi, surtout pour 2013, le risque d'une détérioration profonde de la conjoncture économique Européenne, à laquelle Madagascar est exposée, mais ce n'est encore qu'un risque à ce stade.

19. Le second facteur de changement du contexte macro-économique est celui du démarrage du projet minier d'Ambatovy, qui va modifier l'arithmétique de la croissance agrégée d'une manière significative. Le PIB total, non-minier et minier, devrait connaître une croissance plus forte que la tendance récente dès 2012 et continuer de soutenir un rythme de croissance légèrement plus grand sur 2013-14. Nous estimons à environ 1 à 1.2 pourcent de PIB l'effet additionnel du démarrage progressif de ce projet sur le PIB total, par rapport au PIB non-minier. Néanmoins, comme il a été répété à plusieurs reprises dans cette note, l'évolution du PIB total sur 2012-14 sera sans beaucoup d'effets différentiels à court et moyen terme sur l'emploi, les conditions de vie des ménages, la balance des paiements ou les finances publiques.

20. Les développements internes et externes devraient contribuer à un ralentissement de l'inflation, qui pourrait passer d'une moyenne de 8-10 pourcent sur 2009-11 à une moyenne de 5-7 pourcent sur 2012-14. L'inflation n'est pas, bien entendu, une variable exogène et le ralentissement projeté suppose une continuation de la politique macro-économique prudente à la fois des autorités des finances publiques et des autorités monétaires, une modération salariale des partenaires sociaux malgré un contexte social difficile, une pluviométrie normale pour l'activité agricole, et un environnement international non défavorable pour les prix des biens alimentaires et de carburants.

21. La position extérieure devra attendre la reprise espérée en 2014 pour se redresser de manière convaincante. Il subsiste trop d'incertitudes sur l'environnement politique intérieur et l'environnement économique international pour espérer une forte croissance des exportations et des IDE. Le retour possible des flux de l'aide en 2014, bien que probablement encore à un niveau inférieur à 2008, est lui aussi contingent à ces deux phénomènes.

## Section 3 : Conjoncture et crise en Europe

*La source principale de vulnérabilité réside cependant dans les faiblesses des instruments et institutions de réponse aux chocs, encore rendue plus inopérante par la crise politique.*

1. Bien que le secteur financier à Madagascar soit isolé de la crise en Europe du fait de la faible ouverture de son marché financier, l'économie malagasy n'est pas complètement épargnée par les troubles de la zone Euro. En effet, environ 50 pourcent de ses revenus d'exportations de biens, 80 pourcent de ses recettes touristiques et 15 pourcent des investissements directs étrangers proviennent d'Europe. Ceci signifie que pas moins de 18 pourcent du PIB de Madagascar est exposé aux risques de la crise européenne. A ce titre, Madagascar fait partie des pays Africains les plus exposés, au vu surtout de la composition de ses exportations vers l'Europe (voir les 2 graphiques ci-dessous).

2. Déjà le ralentissement de l'économie dans la zone Euro pour cette année 2012<sup>8</sup> a été un facteur de ralentissement. Un choc plus profond constituerait une menace pour l'économie malgache. Nous estimons qu'une crise européenne équivalente à une nouvelle récession du PIB européen de 3 pourcent se traduirait par une perte proche de 1 pourcent du PIB à Madagascar. En outre, la contamination de la crise en Europe vers d'autres régions du monde, qui se manifeste déjà par la révision à la baisse de 0.2 pourcent de la projection de croissance mondiale pour 2012<sup>9</sup> risque d'alourdir encore les pertes. La volatilité de la situation en Europe au cours de cette année entretient l'incertitude sur les perspectives de l'économie Malgache — même si c'est un facteur de second ordre par rapport au contexte national.

3. Une des conséquences du ralentissement de l'activité économique dans la zone Euro et sa propagation au niveau global serait le relâchement du prix mondial de pétrole, dû au ralentissement de la demande mondiale<sup>10</sup>. Ceci se traduirait en effet positif pour Madagascar, même si trop faible pour compenser les effets négatifs mentionnés plus haut. Toutes choses égales par ailleurs, une réduction des prix de 10 pourcent permettra une amélioration de la balance commerciale de 1 pourcent du PIB. Mais d'autre part, cela affecterait aussi les recettes fiscales de l'Etat, vu que les taxes sur les produits pétroliers représentent en moyenne 15 pourcent des recettes fiscales totales. Ceci viendra s'ajouter aux pertes fiscales liées au ralentissement de l'économie, entraînant encore la réduction des ressources de l'Etat et la nécessité d'un ajustement des dépenses.

4. Plus que le degré d'impact estimable à travers les canaux de transmission, ce qui constitue une source de vulnérabilité pour Madagascar est la faiblesse des instruments et institutions de politiques économiques et sociales pour répondre à ces chocs. De la même façon que la susceptibilité d'un pays à une épidémie dépend autant de la virulence de celle-ci et des conditions de propagation que des capacités de réponse du système de santé, l'effet final de la transmission d'un choc économique exogène dépend de la qualité (et des capacités) de réponses. Au niveau macroéconomique, le régime de change flottant de Madagascar devrait l'aider à mitiger la transmission des chocs macro-économiques externes. Mais d'autres facteurs sont des

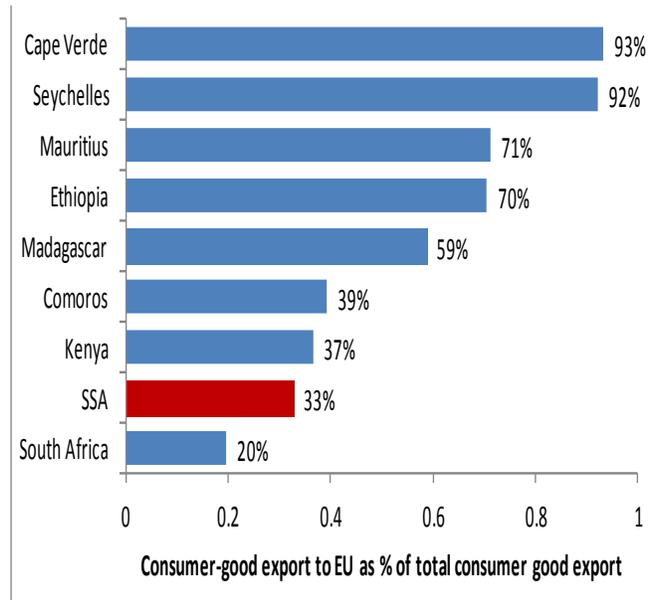
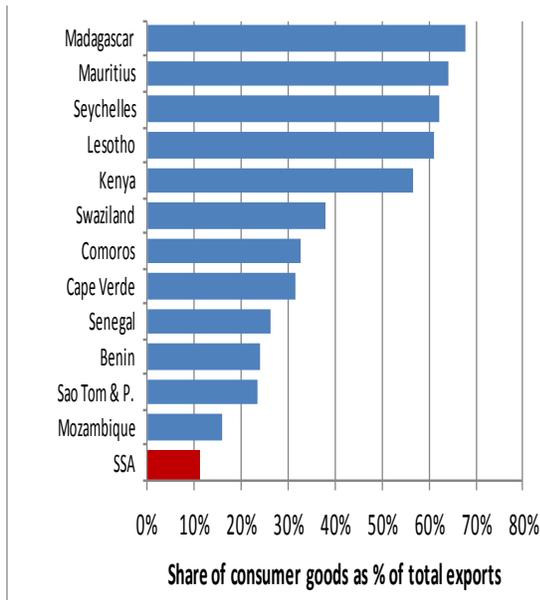
---

<sup>8</sup> -0.3 pourcent de taux de croissance pour la zone Euro selon Global Economic Prospects, June 2012

<sup>9</sup> DPG, Weekly global economic brief, September 06, 2012

<sup>10</sup> Les prévisions actuelles stipulent que le prix moyen restera stable par rapport à 2011, puis baissera pour les deux années suivantes.

sources de faiblesse : les ressources de l'Etat sont déjà réduites ; les institutions et mesures de protection sociale sont presque inexistantes, dans un contexte de pauvreté élevée ; et d'une manière générale, la capacité de l'Etat à répondre à des chocs supplémentaires est limitée<sup>11</sup>. Dans le tableau ci-après, c'est ce contraste qui ressort d'une comparaison rapide entre Madagascar et Maurice : quoique le degré d'exposition à un choc Européen est plus faible pour Madagascar, la capacité (au sens large) de réponse de Maurice est considérable relativement à celle de Madagascar.



<sup>11</sup>Les dépenses en protection sociale étaient déjà limitées à 1.5 pourcent du PIB en 2008 et cette proportion a encore diminué au cours de la crise. BM (2012)

<b>Exposition à l'économie Européenne et vulnérabilité</b>		<b>Madagascar</b>	<b>Maurice</b>
<b>Canaux de transmission</b>			
<b>Commerce</b>			
Exportations de Biens	% of GDP, 2011	14.8	20.0
dont vers l'Europe	% de la ligne précédente	51.4	62.4
Exportations de Services	% of GDP, 2011	11.3	29.0
dont vers l'Europe	% de la ligne précédente	85.0	63.0
<b>Transferts et aide</b>			
Transferts privés	% of GDP, 2011	5.6	2.8
dont provenant d'Europe	% de la ligne précédente	70.0	n.a.
Aide publique	% of GDP, 2011	1.9	0.7
dont provenant d'Europe	% de la ligne précédente	23.0	90.0
<b>Investissements Directs Etrangers</b>			
IDE sur PIB	% of GDP, 2011	9.2	2.9
dont provenant d'Europe	% de la ligne précédente	15.3	60.3
<b>Liens par les marchés de capitaux</b>		faible	significatif
<b>Leviers de la politique macro-économique</b>			
<b>Régime de change</b>		taux flottant	taux flottant
Réserves de change	US\$ million (2011)	1140	2800
en mois d'importations		3.5	4.6
<i>Pour rappel</i>			
Importations de biens et services	% du PIB, 2011	36.3	65.6
Importations de carburants sur imports totales	%, 2011	26.1	15.1
<b>Espace fiscal</b>		limité	limité
Conduite de la politique des finances publiques		prudente	prudente
Solde global sur PIB	%, 2011	-1.9	-3.2
<b>Pauvreté et filets sociaux</b>			
Filets sociaux publics		très limités	significatifs
Incidence de la pauvreté	%(date plus récente)	76.5% (2010)	7.9% (2007)
<i>Pour rappel</i>			
PIB	US\$ million (2011)	9900	11500
Revenu national par tête	US\$ (2011)	430	8230

## Section 4 : Un premier regard sur les contraintes à la croissance soutenue

*Les constats faits jusqu'alors présentent des perspectives assez sombres pour l'économie malgache à court terme. Il est incontestable que pour rattraper les pertes accumulées pendant ces crises, mais, plus encore, pour réduire la pauvreté de manière significative, Madagascar devrait mettre en œuvre des politiques permettant d'atteindre une période soutenue de croissance. La résolution de la crise politique, et un affermissement de la situation économique au niveau mondial, seraient une occasion pour entamer un nouveau départ pour la croissance. Mais on pourrait se demander si une croissance soutenue est possible à Madagascar.*

1. Madagascar est un pays à fort potentiel humain et naturel – sa population, la richesse et diversité de sa beauté naturelle, ses ressources du sous-sol et de la mer, son succès déjà démontré dans le développement d'un secteur industriel tourné vers l'export, sa tradition agricole diversifiée, et bien d'autres facteurs sont des indicateurs d'un potentiel non encore pleinement exploité. Mais l'énumération des possibilités intuitives n'est pas une analyse des « ingrédients de la croissance » : combien de pays, qualifiés de « pays à potentiel », n'ont-ils pas déçus les anticipations de leurs populations, de leurs dirigeants ou des analystes? Inversement aussi, combien de pays, dont on aurait pu penser que leur absence d'avantages comparatifs ou de ressources naturelles les condamnait à un développement difficile, n'ont-ils surpris dans leur capacité à générer une croissance rapide, soutenue et inclusive.

2. Quels sont alors ces ingrédients de la croissance? Institutions et gouvernance? Inégalité au « point de départ »? Politiques économiques – macro-économiques, micro-économiques et réglementaires, ou de promotion du commerce extérieur, pour une croissance « tirée par l'export »? Capital humain, éducation et santé? Infrastructures? Nous savons que des déficits ou défaillances qualitatifs ou quantitatifs dans tous ces domaines sont des candidats à une explication d'une bonne ou mauvaise performance en matière de croissance économique soutenue et, plus important encore, des candidats pour des réformes et des investissements. Mais où sont les priorités, et par où commencer?

3. Une étude de Simon Johnson, Jonathan Ostry et Arvind Subramanian (ci-après « JOS ») publiée en 2010 dans les Staff Papers du FMI et intitulée « *Prospects for Sustained Growth in Africa : Benchmarking the Constraints* »<sup>12</sup> jette un regard original, parmi d'autres, sur cette question. L'idée de ce papier est de dresser un profil selon les différentes dimensions mentionnées plus haut d'un groupe de pays qui ont connu indéniablement des périodes de croissance rapide et soutenue — leur ayant permis de faire des progrès considérables dans la réduction de la pauvreté —, mais un profil *avant qu'ils ne s'embarquent dans ces périodes de croissance soutenue*, un profil de l'athlète avant le démarrage de la course<sup>13</sup>. Puis JOS dresse un profil comparable des pays d'Afrique Sub-saharienne et compare les notes. Nous reproduisons ici ces données, en faisant ressortir Madagascar.

---

<sup>12</sup> En traduction libre : « Les perspectives de croissance soutenue en Afrique : analyse comparative des contraintes ». *IMF Staff Papers* (2010) 57, 119–171; doi:10.1057/imfsp.2009.22; published online 11 August 2009.

<sup>13</sup> Bien entendu, ce profil est un point de départ — la qualité de l'athlète *pendant* la course est déterminante; les erreurs, les pas en arrière, les chocs externes, etc. affectent la performance de l'athlète.

4. Dans les quatre décennies récentes, une douzaine de pays du monde ont enregistré des périodes de croissance rapide et soutenue, et dans l'étude JOS, ces pays – que nous appellerons le groupe de pays « SG » (*Sustained Growth*) – sont le Chili, la République Populaire de Chine, la République Dominicaine, l'Égypte, l'Indonésie, la Corée, la Malaisie, Singapour, Taiwan Province de Chine, la Thaïlande, la Tunisie et le Vietnam.<sup>14</sup> Dans leur analyse, les auteurs ont aussi réparti les pays africains en deux groupes : 19 pays sont recensés dans un premier groupe (GSSA pour *Growing SSA*), qui sont un groupe hétéroclite (de pays grands ou petits; côtiers, insulaires ou enclavés; producteur ou non de pétrole; de traditions linguistiques variées ; au nord, sud, est et ouest du continent) comprenant l'Angola, le Botswana, le Burkina Faso, le Cameroun, le Cap Vert, le Tchad, la Guinée Equatoriale, l'Éthiopie, le Ghana, la Guinée (Conakry), le Lesotho, le Libéria, le Mali, Maurice, le Mozambique, le Rwanda, le Soudan, la Tanzanie, et l'Ouganda. Ceux-ci ont eu une croissance moyenne du PIB par tête supérieure à 2 pourcent au cours de la décennie précédant l'étude (1996 – 2005). Un dernier groupe comprend ceux des pays d'Afrique Sub-saharienne qui ne remplissent pas ce critère, dont Madagascar.

5. La conclusion de JOS est que si on se réfère aux caractéristiques des SGs au moment du début de leur croissance soutenue, des conditions « considérées comme de premier ordre, dont les institutions globales, la stabilité macroéconomique, l'ouverture commerciale, l'éducation et l'inégalité, pourraient actuellement ne pas constituer des contraintes à la croissance durable en Afrique ». Ceci parce que, par rapport aux références, les pays Africains (du groupe 1) se trouvaient au moment de la comparaison dans une situation meilleure. Par contre, « le niveau de développement de la santé, le conflit interne et la fragmentation de la société » sont encore des facteurs de risque pour une croissance continue. Enfin, ils se posent la question « dans quelle mesure l'Afrique peut-elle s'appuyer sur l'exportation de manufactures comme moyen pour échapper au sous-développement ? », et, sur ce sujet, les auteurs soulèvent « deux préoccupations : les micro-institutions relatives au coût des exportations et le niveau des taux de change réel ». Les procédures d'exportations sont effectivement plus coûteuses dans les pays Africains et ces pays ont tendance à surévaluer le taux de change réel, alors que les pays SGs ont plutôt sous-évalué leur taux de change réel.

6. Le tableau ci-après présente la comparaison de Madagascar avec les pays « SG » (pour rappel, avant le démarrage de leur croissance soutenue) et les pays du groupe 1 « GSSA », selon les données disponibles en 2007 (avec un changement que nous introduisons pour les indicateurs relatifs au Doing Business qui sont tirés du rapport en 2012 pour tous les pays). En ignorant les deux premières lignes du tableau, qui ne sont qu'un rappel de la mauvaise performance moyenne de Madagascar sur la période 2000-2011, celui-ci contient 29 indicateurs (les sources et dates de disponibilité sont reprises dans une autre version du tableau en annexe).

7. Une lecture « comptable » du tableau suggère un premier constat naïf : Madagascar dépasse ou obtient une mention comparable sur seulement 16 des 29 indicateurs par rapport au groupe SG, et sur 20 des 29 indicateurs par rapport au groupe GSSA. Conclusion évidente: il reste du travail pour se hisser au niveau des deux groupes. Si on se concentre sur les grandes catégories d'indicateurs, et dans une lecture rapide destinée, comme nous l'avions annoncé, à

---

<sup>14</sup> Le papier de JOS avait été écrit avant que le Printemps Arabe ne change le contexte pour deux de ces pays, la Tunisie et l'Égypte. C'est, au minimum, un autre rappel que la croissance économique soutenue n'est pas une garantie de permanence — un message qui n'est pas sans pertinence pour Madagascar.

alimenter le débat avec les lecteurs de cet *Economic Update*, quelques grands thèmes se dégagent:

- Ni la fragmentation sociale et les conflits internes, ni les politiques macro-économiques, ni l'évidence en matière de commerce extérieur ou les politiques commerciales (sauf en matière de coûts administratifs à l'importation), ni le contrôle de la corruption, ni les indicateurs « Doing Business » en fiscalité et création d'entreprise, ne s'imposent *comme des contraintes plus importantes et évidentes* à Madagascar qu'elles ne l'ont été ou le sont pour les pays SG et GSSA. Soutenir les acquis (par exemple de la stabilité macro-économique) et faire encore mieux (dans les entraves au commerce ou la lutte contre corruption) restent indispensables, mais ils ne semblent pas constituer un facteur de différence marquante, au « point de départ », par rapport aux pays à croissance rapide.
- Les indicateurs de capital humain semblent globalement favorables —Madagascar fait mieux que le groupe GSSA sur les 4 indicateurs, même si, par rapport au groupe SG, la proportion médecin/population n'atteint même pas la moitié de celle de ce groupe. Madagascar se distingue par la supériorité de l'espérance de vie qui est de 7 ans de plus que les pays SGs et de 17 ans de plus que la moyenne du groupe GSSA. La mesure des taux de scolarisation ne sont pas corrigés pour les différentiels de qualité de l'enseignement, mais il serait étonnant qu'une large différence existe dans ce domaine.
- Notre mesure de l'indicateur pour l'infrastructure routière exagère probablement le problème, mais il n'y a aucun doute qu'il s'agit là d'une contrainte significative—quoiqu'une contrainte qui ne semble pas très complexe à lever, avec du temps, de l'argent et de la bonne gouvernance.
- Par contre, par rapport aux indicateurs des « institutions », la situation actuelle à Madagascar est plus mauvaise que celle dans les pays SGs à leur démarrage, et les GSSA. Le score sur les risques économiques, par exemple, est de 26 contre 31/50 dans les SGs, tandis que les risques d'investissement sont à 6.5 contre 7.1/12<sup>15</sup>. Une solution durable à la crise politique devrait aider.<sup>16</sup>
- Enfin, la mesure de l'inégalité à Madagascar est défavorable en comparaison aux deux groupes et c'est certainement un facteur indépendant à mieux comprendre.

---

<sup>15</sup> Pour ces deux indicateurs, plus le score est élevé, moins les risques sont grands.

<sup>16</sup> Il est frappant de remarquer que d'après les chiffres présentés dans la version 2007 du papier de JOS, Madagascar n'était pas loin de la performance des pays SGs et du groupe 1, mais ses scores se sont dégradés, et l'écart avec les pays de référence s'est creusé. Les risques économiques étaient à 30.3/50 et les risques d'investissement à 8/12 en 2006.

	Madagascar	SG	GSSA	Unité
<b><i>Croissance économique</i></b>				
Taux de croissance du PIB par tête	-0.2	4.8	3.1	en pourcentage
Taux de croissance du PIB	2.9	6.7	5.1	en pourcentage
<b><i>Institutions</i></b>				
Contrainte sur l'exécutif	5.0	2.2	3.9	de 1 à 7 (score élevé = plus de contrôle)
Risque économique	26.0	31.7	31	de 1 à 50 (score élevé = risque faible)
Risque d'investissement	6.5	7.1	8.1	de 1 à 12 (score élevé = risque faible)
Contrôle de la corruption	3.0	3.4	2.4	de 1 à 6 (score élevé = corruption faible)
Inégalité	44.1	39.5	43	Indice de Gini
DB - Délai pour le paiement d'impôt	201.0	347.6	264	heures par année
DB - Taux d'imposition total	36.6	44.2	42	en % bénéfice
DB - Coût de la création d'entreprise	12.1	25.4	103	% revenu par habitant
<b><i>Fragmentation sociale</i></b>				
Ethnique (Easterly and Levine)	6	30	72	0 to 100 (score élevé = plus fractionné)
Réligieux (Fearon)	56	30	53	0 to 100 (score élevé = plus fractionné)
Linguistique (Alesina)	2	29	76	0 to 100 (score élevé = plus fractionné)
<b><i>Commerce</i></b>				
Exportation totale	26.1	19.1	25.1	en pourcentage du PIB
Exportation manufacturière	7.4	2.2	4.8	en pourcentage du PIB
Exportations de produits agricoles et alimentaires	5.9	7.8	7.3	en pourcentage du PIB
Vêtements, chaussures et textiles	6.0	1.1		en pourcentage du PIB
<b><i>Politiques macroéconomiques</i></b>				
Balassa-Samuelson, surévaluation moyenne	6.3	-17.7	10.8	en pourcentage
Inflation	10.3	14.6	7.3	en pourcentage
Indice de restriction du commerce	1.0	0.4	0.9	de 0 (fermé) à 1 (ouvert)
Aides internationales	6.0	4.7	13.3	en pourcentage du PIB
<b><i>Commerce transfrontalier</i></b>				
Documents nécessaires à l'exportation	4.0	5.5	7.3	nombre
Délai nécessaire à l'exportation	21.0	14.1	28.5	jours
Documents nécessaires à l'importation	9.0	6.2	8.5	nombre
Délai nécessaire à l'importation	24.0	15.1	31.7	jours
<b><i>Infrastructure physique et sociale</i></b>				
Education primaire	148.6	95.3	90	taux brut de scolarisation, %
Education secondaire	31.1	35.9	28	taux brut de scolarisation, %
Espérance de vie	66.5	59.5	49	années, à la naissance
Nombre de médecins par population	200	522.5	88	par million d'habitant
Lignes téléphoniques	8.0	21.1	20	par millier d'habitant
Routes totales	0.05	203.9	130	en kilomètre par km carré

8. Chacune de ces observations, comme chacun de ces indicateurs, mériterait un examen attentif avant de tirer des conclusions définitives. Un résumé possible est qu'une croissance rapide et soutenue est faisable à Madagascar, et que les grandes contraintes sont connues : stabilité politique, bonne gouvernance et des infrastructures. Rendre cette croissance inclusive — qu'elle se traduise en une réduction de la pauvreté — reste une question centrale, sachant que, dans l'autre direction de causalité, l'inégalité peut être une contrainte à la croissance.

## Section 5 : Regard sur un secteur — les Zones Franches

1. Le régime de zone franche a été instauré à Madagascar à partir des années 90. Selon la loi sur les Zones et Entreprises Franches, l'objectif est d'attirer les investisseurs et faire du secteur privé le moteur principal du développement de Madagascar. Pour être éligible au régime d'entreprise franche, l'entreprise doit destiner sa production à l'exportation ou au besoin d'autres entreprises franches. Toutefois, elle est autorisée à écouler 5 pourcent de sa production sur le marché local<sup>17</sup>.

2. Malgré la crise, le secteur dans son ensemble continue de s'élargir : on comptait 135 entreprises franches en 2011 et 11 nouveaux agréments ont été accordés en 2012. Néanmoins les entreprises de la zone franche ont souffert de la crise. Cela s'est traduit tout d'abord par la fermeture d'entreprises (plus d'une vingtaine chaque année en 2010 et 2011). La fermeture a surtout touché les entreprises bénéficiant de l'accès au marché des Etats-Unis sous l'African Growth and Opportunities Act (AGOA). A partir de 2009, le nombre d'entreprise opérant dans le textile a baissé au profit des entreprises agroalimentaires. Mais l'incertitude du climat d'investissement sous la crise a aussi affecté aussi bien les intentions d'entreprendre que la survie des nouvelles entreprises — le nombre de nouveaux agréments a été fortement réduit depuis 2009, et, par rapport à une moyenne de 24 agréments au cours de la décennie précédente, il n'y en a eu que 6 en 2011. Encore, la concrétisation des agréments a été limitée et une bonne partie des entreprises nouvellement implantées ont déjà fermé: par exemple, sur les 13 agréments accordés en 2009, seules 4 entreprises sont opérationnelles en 2011.

### *Poids des entreprises franches dans l'économie.*

#### **En termes de valeur ajoutée**

3. Le secteur secondaire reste peu développé à Madagascar. En moyenne sur la dernière décennie, il représente 11 pourcent du PIB. La valeur ajoutée des entreprises franches constitue 1,43 pourcent du PIB, en moyenne sur la même période. Toutefois, la part des entreprises franches dans la valeur ajoutée du secteur secondaire augmentait progressivement depuis 2000, et ce jusqu'à l'avènement de la crise de 2009. Cette part est en effet passée de 9,6 pourcent de la valeur ajoutée du secteur secondaire en 2000 à 18,3 pourcent en 2007 pour retomber à 13,4 pourcent en 2010. Ainsi, les zones franches constituent la quatrième branche du secteur secondaire contribuant le plus au PIB, après l'industrie alimentaire, l'industrie des boissons et l'énergie. Sur cette même période, la contribution des zones franches à la variation du PIB est assez versatile. Les données du tableau ci-joint, basé sur les Comptes Nationaux sur base 1984, donnent probablement une image imparfaite mais approximativement correcte du poids et de la contribution des ZF.

---

<sup>17</sup> Elles doivent faire une déclaration de ces ventes à l'EDBM et à la douane. Les ventes sont soumises à la TVA.

Tableau 1. Madagascar: Valeur ajoutée des Entreprises des Zones franches et PIB, 2001-2010

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
	En milliards d'Ariary, prix 1984 (sauf indication contraire)									
<b>Valeur ajoutée ZF</b>	6.3	3.8	6.6	8.3	8.3	8.3	10.6	10.8	9.0	7.8
<b>PIB total</b>	492.8	431.6	473.9	498.8	521.7	547.9	582.1	623.7	597.9	601.1
	En pourcent									
<b>Part ZF dans PIB</b>	1.3	0.9	1.4	1.7	1.6	1.5	1.8	1.7	1.5	1.3
<b>Contribution à la croissance du PIB</b>	0.3	-0.5	0.7	0.3	0.0	0.0	0.4	0.0	-0.3	-0.2

Source: Comptes Nationaux, Instat

## En termes d'exportation

4. Les exportations des entreprises franches constituent plus de la moitié des exportations de biens effectuées par Madagascar depuis 2004. Le ralentissement de la demande mondiale et la suspension de l'accès de Madagascar sous l'AGOA ont réduit les exportations des entreprises franches en 2009 et 2010 respectivement de 25 pourcent et de 11 pourcent. Ainsi en 2011, la part des exportations des entreprises franches dans les exportations totales est tombée à 40 pourcent.

Tableau 2. Exportations en millions USD

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
<b>Exportation ZF</b>	340.1	101.1	340.2	509.4	430.8	477.6	695.8	734.1	552.1	489.6	491.1
<b>Exportation de biens totale</b>	964.9	485.8	906.8	997.1	832.0	967.3	1236.8	1309.1	1053.0	1070.8	1134.6
<b>part ZF dans exportation totale</b>	35.3	20.8	37.5	51.1	51.8	49.4	56.3	56.1	52.4	45.7	43.3

Sources : Douane, BCM

5. Toutefois, en 2011, les exportations des entreprises franches ont augmenté de 19 pourcent. La résilience du secteur a permis de bénéficier d'un contexte plus favorable en termes de concurrence internationale, avec le Printemps Arabe en Afrique du Nord et la hausse des coûts en Chine. Certaines entreprises auparavant exportant vers les Etats-Unis ont aussi réorienté leurs exportations vers l'Europe. En 2012, la comparaison des exportations au premier semestre témoigne que le dynamisme observé chez les entreprises franches semble s'être partiellement estompé. La stagnation des importations de matières premières par les entreprises franches confirme le ralentissement de leurs activités cette année.

Tableau 3. Comparaison de l'importation des ZF à l'importation totale.

Valeur en million USD	2008	2009	2010	2011
<b>Importation ZF (1)</b>	626	361	331	376
<b>Importation totale (2)</b>	3,535	3,126	2,546	2,366
<b>(1)/(2) pourcent</b>	18	12	13	16

Source : Douane

6. Les importations des entreprises franches représentent en moyenne 15 pourcent des importations totales des 4 dernières années. La valeur des importations a fléchi de 42 pourcent en

2009, suite au ralentissement de leurs activités. Les importations des entreprises franches sont constituées majoritairement de matières premières.

### **En termes d'emploi**

7. Selon les données disponibles sur la structure de l'emploi, l'emploi dans les zones franches représente en moyenne 20 pourcent de l'emploi formel<sup>18</sup>. Ce taux est resté stable pendant les dix dernières années. Le nombre d'emploi dans les entreprises franches a doublé entre 2002 et 2008, passant de 68.000 à 133.500. Ces emplois sont créés à plus de 80 pourcent par les industries textiles<sup>19</sup>. Entre fin 2009 et juin 2010, le nombre d'emplois perdus est estimé à 25.000<sup>20</sup>. Il faut noter la difficulté d'obtenir les chiffres exacts sur l'emploi dans les entreprises franches en raison de la fréquence de l'embauche temporaire dans ces entreprises<sup>21</sup>. Enfin, l'emploi formel à Madagascar reste très faible dans le total de la population active — Madagascar est un pays de plus de 13 millions d'actifs.

### ***Structure des exportations des entreprises franches***

#### **Destination**

8. L'Europe, globalement, reste la principale destination des exportations des zones franches : parmi les principaux pays d'exportation des entreprises franches figurent la France, l'Allemagne, le Royaume Uni, l'Italie, l'Espagne, la Belgique et le Pays Bas. Récemment, l'Afrique du Sud est devenue parmi les principales destinations des exportations des entreprises franches de Madagascar.

9. Suite à la fermeture de l'AGOA en fin décembre 2009, les entreprises franches ont réorienté leurs exportations vers l'Europe. Le marché européen étant surtout un marché de produits de luxe, la hausse des prix unitaires a compensé la baisse de la quantité exportée. Les entreprises essaient aussi de tirer profit des accords régionaux pour percer les marchés régionaux. Ceci explique l'accroissement de la part de l'Afrique du Sud dans les exportations des entreprises franches malgré les difficultés liées à l'isolement et les concurrences entre les pays de la région. Le graphique ci-dessous montre aussi la part croissante des autres pays,

---

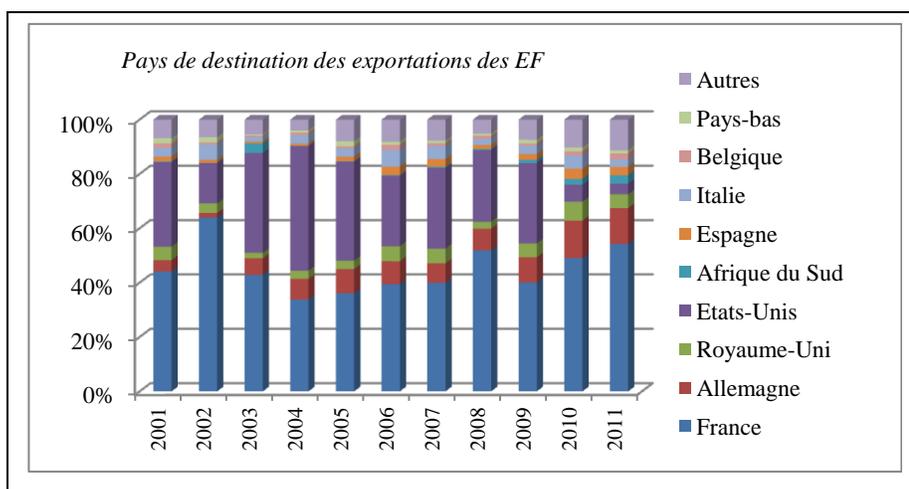
<sup>18</sup> Friedrich Ebert Stiftung (2009), Etude sur les entreprises textiles Madagascar.

<sup>19</sup> 94 pourcent selon l'étude sus citée en 2007 et 80.3 pourcent en 2008 selon Ramiarison (2010), La dynamique des entreprises franches de confection à Madagascar.

<sup>20</sup> Source GEFP.

<sup>21</sup> BIT 2007, La situation du secteur des entreprises franches à Madagascar.

notamment les pays asiatiques, dans les exportations des entreprises franches mais aussi la réduction des exportations vers les Etats-Unis.



## Composition

10. Selon le groupe de produits, les exportations des entreprises franches sont constituées majoritairement des matières textiles et ouvrages en ces matières. Toutefois, leur part dans l'exportation a progressivement baissé en 2009 et 2010 comparée à 2008. Celle-ci a diminué de 86 pourcent en 2008 à 70 pourcent en 2011. Viennent ensuite les exportations de crevettes et de produits des industries alimentaires dont la part dans l'exportation totale a doublé entre 2008 et 2011. Il est important de noter que les exportations de crevettes des entreprises franches constituent en 2008, 2009 et 2010 respectivement 57 pourcent, 66 pourcent et 56 pourcent des exportations de crevettes totales de Madagascar. Si on se réfère à l'exportation totale de Madagascar, les crevettes constituent le deuxième produit d'exportation après le textile.

11. En termes de variation, ce sont les produits textiles qui ont le plus diminué par rapport aux autres groupes de produits depuis la crise. La quantité exportée a continuellement diminué depuis 2008. Toutefois, l'amélioration au niveau des prix unitaires, reflétant probablement un changement dans le mix des produits, a permis une augmentation de la valeur en 2011. Les exportations de crevettes et de produits des industries alimentaires ont repris dès 2010. Mais la découverte du virus sur les crevettes en début d'année risque de nuire à la production de cette année.

## Contactez nous

Cet *Economic Update* a aussi pour but de susciter des réactions et des débats sur les questions de performance économique, réduction de la pauvreté et développement du pays. Toute question et observation ou tout commentaire peuvent être envoyés à l'adresse [wbmadagascar@worldbank.org](mailto:wbmadagascar@worldbank.org) en incluant dans le titre de votre message "*Economic Update—Octobre 2012*". Nous essayerons de répondre aux questions et commentaires constructifs.